

Département des Hautes-Alpes

Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal **Jeudi 09 juin 2011 à 20H30**

Convocation du 3 juin 2011

L'an deux mil onze le 9 juin à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire,

Etaient présents tous les membres en exercice, Mesdames et Messieurs :

Ricard Maurice, Allain-Launay Matthieu, Duc Serge, Fernandez Vincent, Gabanou-Paul Agnès, Garcin André, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique, Stéphane Raizin

Absents excusés représentés : Eric Gerbaud représenté par Matthieu Allain Launay
Jean Luc Clément représenté par André Garcin
Denis Dugelay représenté par Agnès Gabanou-Paul

Absents : Sandrine Comte

Secrétaire de séance : Vincent Fernandez

Présents : 11 Votants : 11+3

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes pour complément

Ordre du jour :

- Cession d'une partie du chemin rural vert N°10 (ch emin d'Ocurse aux Guérins) après enquête publique
- Acquisitions de parcelles pour la protection des périmètres de captages
- Alpage de Céüzette
- Clôture du budget annexe de la ferme communale
- Point sur les chantiers communaux
- Réforme de l'intercommunalité
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents, puis il ouvre la séance

Cession d'une partie du chemin rural vert N°10 (che min d'Ocurse aux Guérins) après enquête publique :

M. Le Maire expose à l'assemblée qu'à la suite de la décision du conseil municipal du 25 novembre 2010, il a, par arrêté en date du 21 mars 2011, soumis à enquête publique le projet de déclassement du chemin rural vert N°10, dit chemin d'Ocurse, quartier des Guérins, tel que prévu par les articles L 161-10 du Code rural et R 141-4 à R 141-9 du Code de la voirie routière.

Cette enquête publique s'est déroulée du Lundi 4 avril au Lundi 18 avril 2011. Monsieur Pierre BRILLARD a été désigné à cet effet en qualité de commissaire enquêteur.

L'avis et l'arrêté portant ouverture de l'enquête publique ont été affichés aux extrémités du « chemin d'Ocurse ainsi que sur le panneau d'affichage en mairie, du 21 mars au 18 avril 2011.

Un dossier d'enquête a été mis à disposition du public, constitué :

- d'une notice explicative,

- d'un plan de situation
- d'un plan parcellaire
- de la liste des propriétaires riverains
- d'un registre d'enquête

Les trois propriétaires et un locataire riverains ont reçu notification du dossier d'enquête.

Le commissaire enquêteur a remis un rapport d'enquête publique et ses observations. Il conclut à la régularité de l'enquête publique et se prononce favorablement sur le projet de déclassement pour cession, aucune remarque des administrés et des riverains n'ayant été formulée sur ce projet. Les différentes pièces de cette procédure sont annexées au rapport. Par conséquent, le conseil municipal peut se prononcer sur le principe de la vente d'une portion de cet ancien chemin rural. L'article L 161-10 du Code rural prévoit que l'ensemble des riverains doit ensuite être mis en demeure d'acquérir l'ancien chemin.

Le maire demande aux membres du conseil municipal :

- de constater la désaffectation de la portion du chemin rural vert au droit des parcelles cadastrées A 142, 527, 568, 627, et F 26, 27, 29,
- de décider d'aliéner cette partie de chemin rural vert
- d'autoriser Monsieur le Maire à mettre en demeure les riverains d'acquérir cette portion déclassée, soit
 1. La parcelle A644 à M.Mme Nicolas DELANERIE pour un montant de 1908 €
 2. Les parcelles A 645, 646 et F495 à Mme Myriam GOIN au prix de 7568 €
- le cas, échéant, d'autoriser le Maire à poursuivre la procédure d'aliénation et de signer tous les documents relatifs à la cession au profit des riverains intéressés.

Adopté à l'unanimité

Acquisition de parcelles pour la protection des périmètres de captages :

M. Le Maire rappelle au conseil municipal que l'arrêté préfectoral 2008-280-4 mentionne que les terrains du périmètre de protection immédiat doivent être propriété de la commune.

Pour le captage de Prablandier, ce périmètre inclut une partie des parcelles F51 et F52 actuellement propriété de Madame Monique Bourricard pour des surfaces respectives de 1690 et 735 m².

Le reste de ces parcelles est totalement inclus dans le périmètre de protection rapproché du captage.

Sollicitée, la propriétaire est disposée à céder à la commune la totalité de ces deux parcelles d'une surface de 5264 + 2617 = 7881 m².

En accord avec Madame Bourricard la cession aura lieu au prix de 1,00 euro/m².

En cas de cession de l'intégralité d'une parcelle l'intervention d'un géomètre n'est pas nécessaire.

Les frais d'acte notarié seront à la charge de la commune.

Sur proposition du maire, après en avoir délibéré,

Le conseil municipal,

- Décide d'acquérir la totalité des parcelles F51 et F52,
- Autorise le maire à signer tous documents concernant cette acquisition.

Adopté à l'unanimité

Pinède des Guérins et aménagement du col :

Le maire rappelle la démarche de MM.Hives concernant la cession d'une partie de la pinède des Guérins.

Serge Duc pense que cette acquisition ne peut se faire que dans le cadre d'un aménagement global du col des Guérins, car la commune n'a pas à récupérer seulement les récriminations qui portent sur le site. Stéphane Raizin précise que l'aménagement doit être cohérent et modeste et que la collectivité doit en garder la maîtrise.

La base de la négociation pourrait se faire sur 1€ le m² maximum, frais de bornage aux frais du propriétaire et notaire pour moitié entre les parties.

Le projet d'acquisition des parcelles appartenant à la SCI Chaix (A495.498.499) est proposé au conseil municipal qui accepte, le maire se chargera des démarches de négociation auprès de la SCI.

Echange de parcelles enclavées dans le domaine communal :

M. Hives souhaite un échange des parcelles F465 et F36 lui appartenant, contre une partie de la parcelle F30, communale, sur le pourtour du réservoir de sa fontaine.

Les conseillers municipaux émettent des réserves, rappelant que les parcelles n'ont pas la même valeur agricole ; les parcelles communales étant parfaitement entretenues par M. Busin, locataire.

Une approche de négociation sera entamée.

Aménagement du haut du village – Projet PAS Région (programme d'aménagement solidaire)

Projet d'acquisition du terrain Baille : Le maire fait part de la proposition de MM Baille : 25 € le m². Il rappelle que l'accès dépend de travaux dont le coût est estimé à 225 000€HT. Il n'est pas certain que ces travaux puissent être subventionnés par le déplacement des crédits départementaux du carrefour envisagé route des Guérins ; l'accès par la parcelle ZI86 n'est pas autorisé par son propriétaire.

Enfin, la Région ne finance pas les acquisitions foncières pour l'aménagement de lotissements communaux, sauf à en faire valoir le caractère social.

Stéphane Raizin indique que trop d'incertitudes sont évoquées pour que le projet soit maintenu dans le cadre du PAS, et qu'il ne faut pas faire porter à la collectivité l'urbanisation d'une parcelle qui pourrait se faire avec l'entente de trois propriétaires.

Afin de renouveler le volant de locatif dans un délai raisonnable, il serait plus souhaitable que le projet des Vincents avec l'OPHLM soit activé.

Les conditions n'étant pas réunies pour lancer un projet d'aménagement du haut du village et que, compte-tenu des difficultés pressenties pour l'amener à terme sous sa forme actuelle, il serait sage d'étudier des solutions alternatives pour faire venir et maintenir au village de jeunes familles.

Pôle des Vincents: Le lot N°4 a été vendu à M Trochu, paysagiste.

Clôture du budget annexe de la ferme communale :

M. Le Maire rappelle à l'assemblée que la commune a cédé, dans le cadre de la fin anticipée du crédit bail, la ferme communale à M.Mme Busin Pierre, par acte notarié en date du 1^{er} février 2011 (bâtiments et parcelle de 3476 m²) au prix de 75 630 euros.

Par conséquent, le budget annexe relatif au fonctionnement de cette ferme peut être clôturé et le solde des comptes y afférents, reversé au budget principal.

Il demande aux membres du conseil municipal :

- de constater cette vente
- de l'autoriser à clôturer le budget annexe "ferme communale" et à reverser le solde des comptes au budget principal.

Adopté à l'unanimité

Alpage de Céüzette :

Le dossier est présenté par Matthieu Allain Launay.

L'exploitation de l'alpage est compliquée par la présence d'une meute de loups qui exerce une prédation sur le troupeau de M. Francis Paul et le périmètre de protection de la source de Prablandier le privera de quelques hectares, enfin M. Paul envisage de modifier son mode d'exploitation (association avec son berger et augmentation du cheptel) ; ces nouveaux paramètres impliquent un aménagement de l'alpage avec éclaircie sur 15 ha pour éviter la fermeture et aménagement de deux points d'eau et acquisition d'un parc de tri pour l'éleveur. Ces travaux pouvant être financés à 75% par des crédits PDRH, Matthieu Allain Launay demande qu'un dossier soit déposé auprès de la DDT agriculture.

M. Paul s'engage à prendre 5% de cet aménagement à sa charge (ce qui correspond environ à l'autofinancement du parc de tri dont il bénéficiera exclusivement).

Le maire rappelle que les travaux d'éclaircissement se feront en concertation avec les services forestiers de la DDT afin d'éviter toute démesure comme par le passé, et que le bois abattu devra être évacué au fur et à mesure.

La délibération présente le plan de financement :

M. Le Maire expose au conseil municipal que l'aménagement de l'alpage de Céüzette est nécessaire pour maintenir l'espace ouvert et faciliter le travail de l'éleveur.

Il présente un devis estimatif d'un **montant HT de 36 546 €** correspondant :

D'une part, à la réalisation d'une éclaircie sur 15 ha, en concertation avec les services techniques forestiers de la DDT 05

D'autre part, à l'acquisition de fournitures d'abreuvement, d'un parc de tri mobile, et à leur mise en place.

Il rappelle que la dépense a été inscrite au budget 2011, mais que la commune ne peut pas prendre en charge la totalité de cet aménagement ; il précise que l'éleveur, M. Francis PAUL, s'engage à prendre en charge 5% des dépenses.

Enfin M. Le maire propose de solliciter l'aide de l'état dans le cadre du programme PDRH (programme de développement rural hexagonal) suivant le plan de financement ci-dessous :

TRAVAUX		FINANCEMENT	
Fournitures abreuvement	3 678	Subvention PDRH (75%)	27 410
Mise en œuvre	5 700		
Parc de tri	6 564	Participation de l'éleveur 5%	1 827
TOTAL HT	15 942	Autofinancement et TVA récupérable	7 309 3 125
TVA 19.6%	3 125		
Eclaircie (non assujetti TVA)	20 604		
DEPENSE SUBVENTIONNABLE	36 546		
TOTAL TTC	39 671	TOTAL TTC	39 671

Le conseil municipal à l'unanimité

- Approuve cette proposition
- Autorise le M. Le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération.

Point sur les chantiers communaux :

Réseau d'eau potable :

Les travaux d'amélioration du réseau d'eau pourraient se faire courant juin (pose de by-pass) la date de fin juin étant un souhait de la commune pour pouvoir détecter les fuites estivales éventuelles mais pas un engagement de l'entreprise Abrachy (attente du planning Abrachy).

Le remplacement de la canalisation alimentant le foyer des Guérins pourrait être réalisé en septembre, L'entreprise ABRACHY, retenue le 29 avril 2011, dans le cadre du marché à bon de commande pour divers travaux d'amélioration de la desserte en eau potable, s'engage à effectuer les travaux pour un montant TTC de **26 705.07 E.**

Le maire propose de retenir l'entreprise Abrachy et demande aux membres du conseil municipal :

- D'accepter cette proposition
 - de l'autoriser à signer le devis afin d'engager les travaux au plus vite
- Adopté à l'unanimité.

Voirie :

Le maire présente le programme de travaux retenus pour 2011.

➤ Voirie communale :

Voie	Travaux	Cout TTC
VC 19 Sous le cimetière	Bi couche 300 m ²	2 606
VC 5 Nonettes	Bi couche 1 100m ²	8 897
Place de Picenton	Bi couche 340 m ²	2 776
VC14 Forest Lacour	Enrobé 410m ²	7 204
VC 8 les Bonnets/Banarde	Bi couche 450m ²	4 991
Accès handicapé école	Bi couche 56m ²	1 172
	TOTAL	27 647

Travaux subventionnés à environ 50%

Aires de camping car :

Situation	Travaux	Cout TTC
Le village	Grave concassé	5 521
Les Guérins+ CR de cavalier	Bi couche	28 290
	TOTAL	33 811

Ces travaux seront subventionnés à 70%

Ces travaux seront réalisés par l'entreprise Colas avant le 31 aout. L'entreprise Colas devra également reprendre en 2011 le ralentisseur face à la boulangerie ainsi qu'une partie du revêtement de la route des Coqs (travaux réalisés en 2010)

Réseau électrique :

Suite à la réunion organisée pour la mise en œuvre des recommandations du diagnostic énergétique des réseaux communaux d'éclairage public, un planning a été établi :

- 1- Sécurisation des coffrets, modernisation des appareillages énergivores, démaillage place/église, dépose réseau des Courtès et pose d'un coffret forain sur la place du village
- 2- Renforcement du réseau de Surville : à l'automne
- 3- Pose d'un coffret forain aux murets

Réforme de l'intercommunalité :

Obligation pour les communes isolées de rentrer dans une intercommunalité avant 2014

- Procédure et calendrier

Arrêté de périmètre par le Préfet (avril 2011)

Consultation des collectivités (juillet 2011)

Consultation de la CDCI (commission départementale de coopération intercommunale)

Arrêté définitif du préfet (extension de périmètre, fusion ou dissolution/extension ou dissolution/création) (fin 2011)

Le bureau d'études Sémaphores qui travaille pour la CCTB, étudie 3 scénarios d'intercommunalité avec simulations des avantages et inconvénients.

1- CCTB seule

2- CCTB + CC vallée de l'Avance + pays de serre Ponçon + Curbans (commune isolée)

3- Communauté d'agglomération autour de Gap (commune isolée)

Le maire présente le projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) déposé par la préfecture le 21 avril, qui réorganise le territoire (pour Sigoyer) en communauté d'agglomération autour de Gap (33 communes).

Communauté d'agglomération	
périmètre	Continuité du territoire (un seul tenant et sans enclave)
gouvernance	Répartition des sièges (75 dont 37 pour Gap)
moyens	Gain potentiel (DGF intercom +dotation de compensation)
impact	Sur financement de certains services: ordures ménagères, assainissement, eau ? Compétences ? Changement de régime fiscal ?

Le sujet fait débat surtout en ce qui concerne l'équilibre de la gouvernance, la représentation de la ville de Gap étant trop importante par rapport aux autres communes.

Une réunion publique sera organisée pour en débattre avec la population Jeudi 23 juin, ensuite une délibération pour avis (consultatif) sera présentée à la CDCI.

Questions diverses :

Risques naturels : un nouveau "porter à connaissance" corrigé par les services de la DDT est applicable au PLU.

Cérémonie du 8 mai : remerciements du maire aux hôtes anglais, autorités présentes, associations partenaires et aux deux employés communaux (Guy et Jean François), à Isabelle, institutrice et ses élèves, à l'Atelier (Denis Dugelay) pour la plaque offerte.

Très belle cérémonie émouvante, dont l'exposition sur la résistance dans les Hautes-Alpes sera transférée au conseil général.

Monique Para-Aubert, conseillère municipale, confirme la satisfaction générale et en particulier celle des personnes honorées.

Printemps en cultures :

Inauguré par le cirque puces, remarquable démonstration des élèves de Sigoyer devant un public de scolaires (environ 300).

Spectacles proposés de grande qualité, mais temps maussade et baisse de fréquentation.

Dans l'attente du résultat financier qui semble négatif, le conseil envisage d'attribuer la subvention exceptionnelle de 300€ à l'association des 4 sans cou.

En ce qui concerne l'acheminement de l'électricité, le maire demande à Stéphane Raizin de confirmer que l'acheminement est réalisé par l'entreprise ETEC, gratuitement, il s'agit d'un mécénat qui permet à ses employés de bénéficier d'une entrée gratuite aux spectacles du festival ; seul le branchement EDF (contrat et consommation) commandé par la commune est refacturé à l'association.

Vendredi 24 juin : flamme de la Saint Jean (à récupérer à Lardier)

Samedi 25 juin : feux de la Saint Jean organisés par le foyer d'animation (grillades, feux d'artifice, ...)

Bulletin municipal : le numéro 32 est à réaliser, Vincent Fernandez organise le planning des réunions de la commission.

Baptême républicain en faveur d'une togolaise en instance d'expulsion, une réunion est organisée avec M. Estrangin vendredi 10 juin à 18h30 en mairie.

La parole est donnée aux conseillers municipaux

André Garcin, conseiller municipal, se fait l'écho d'un parent d'élève qui s'étonne que sa fille (accompagnée d'un autre enfant) ait pu s'échapper de l'école et se rendre à son domicile quartier des Murets, sans qu'aucun adulte de l'école ne s'en alerte immédiatement...Il demande au maire qu'un éclaircissement soit apporté par la directrice, lors du prochain conseil d'école, en ce qui concerne cet incident.

Pas de question du public

La séance est levée à 23H30

Délibérations du conseil municipal :

- Aménagement de l'alpage de Céüzette – demande de financement
- Travaux AEP alimentation du Foyer des Guérins
- Projet d'aliénation d'une partie du CRV 10 chemin d'Ocurse
- Clôture du budget annexe de la ferme communale
- Acquisition de terrains pour la protection du captage de Prablandier F51/52

Lu et approuvé, les conseillers municipaux